

ARGENT NUMÉRIQUE

Souveraineté monétaire:
les crypto-monnaies défient les
banques centrales 4

E-léman: une monnaie locale
mise sur la technologie de
la blockchain 6

Consommation d'énergie et
émissions de CO₂: quel bilan
pour bitcoin et consorts? 11

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta

en
ligne
sur
moneta.ch

#2 2022



SOMMAIRE

ARGENT NUMÉRIQUE

4 Les ambitions de l'argent numérique

6 La blockchain fera-t-elle décoller le e-léman ?

8 «La connaissance est la nouvelle porte d'entrée»

11 Plus sale que l'or

LES PAGES DE LA BAS

13 Toute l'actualité de la Banque Alternative Suisse

EN PERSONNE

24 Antonia Steigerwald : «Le bitcoin n'a rien d'égalitaire»

Tope-là, pari tenu ?



Créer un équivalent numérique de l'argent, chiche ? Au début, il s'agissait d'une lubie de nerds. Mais aussi d'une évidence, car l'argent n'est en réalité qu'une convention, un vaste réseau de soldes de comptes et de transactions. Même si nous le gérons depuis belle lurette avec des moyens numériques, ce réseau est encore profondément analogique. En revanche, un bitcoin, c'est de l'information pure, détachée de toute convention et de tout ce que nous associons normalement à l'argent : banques, billets, réserves d'or. Cela allait-il fonctionner ? Personne ne pouvait le prédire. Les cryptomonnaies étaient alors une expérience, une affirmation audacieuse. Pouvoir acheter une chose concrète avec des cryptomonnaies est longtemps resté utopique, surtout en raison de leur faible valeur. En 2010, un bitcoin représentait à peine dix centimes. Puis le jeu est devenu sérieux et son cours a explosé, littéralement. Sa chute récente est certainement douloureuse pour les opportunistes qui espéraient s'enrichir rapidement. Les paris demeurent toutefois ouverts quant à savoir si la chaîne de blocs recèle une valeur réelle, et pas seulement des zéros et des uns.

Qu'est-ce qui nous attend ? Trois scénarios sont envisageables : soit les sceptiques ont raison et l'engouement pour la cryptomonnaie finira par s'évaporer (peut-être même s'agit-il d'un système de boule de neige sophistiqué). Ou les cryptomonnaies feront leur nid à côté du système monétaire classique, actuellement dominé par les banques centrales, et il en résultera une pluralité monétaire. Ou bien – variante la plus inquiétante – la chaîne de blocs supplantera tous les autres moyens de paiement. L'argent serait alors mis au rancart, comme tant de technologies prénumériques. Et peut-être aussi, avec lui, les structures sociales inhérentes. Le moment est en tout cas propice pour réfléchir à la nature de l'argent, plus précisément à ce qu'il représente pour nous.

Roland Fischer, rédacteur

moneta #2-2022

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et il est envoyé gratuitement aux clientes et clients de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA

Direction de la rédaction Katharina Wehrli (kw)

Rédaction Esther Banz (eb), Roland Fischer (rf), Rico Travella (rt), Muriel Raemy (mr)

Rédaction en ligne Scarlett Palmeri

Traduction Sylvain Pichon

Annonces Bruno Bisang, Luzia Küng

Graphisme Clerici Partner Design, Zurich

Illustrations Claudine Etter

Impression ROPRESS Genossenschaft, Zurich

Papier RecyStar Nature, 100 pour cent papier recyclé

Adresse Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch

Tirage de ce numéro 8500 exemplaires

Encarts Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Info importante sur les encarts et les annonces Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce magazine, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

Si vous êtes client-e de la BAS et déménagez, veuillez communiquer votre nouvelle adresse par écrit ou via le système d'e-banking.

Magazine en ligne : retrouvez les articles phares de moneta sur moneta.ch.

moneta



Pour ne manquer aucun numéro et recevoir la lettre d'information de moneta : moneta.ch/s-abonner-a-la-newsletter



moneta est un magazine publié par la Banque Alternative Suisse (BAS) et préparé par une rédaction indépendante.

Les articles de moneta ne reflètent pas forcément la position de la BAS, sauf dans les «pages de la BAS» ou dans les commentaires spécifiquement désignés comme tels.

Un plan de transition pour la Banque nationale

Les crises du climat et de la biodiversité s'amplifient. Il est urgent d'agir pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris, notamment sur la puissante place financière. Or, la Banque nationale suisse (BNS) n'en prend pas le chemin. Bien au contraire : sa politique monétaire et d'investissement attise les deux crises, selon l'Alliance climatique. Avec un groupe d'organisations et de personnes préoccupées par la situation, elle propose un plan de transition pour la BNS et l'autorité de surveillance des marchés financiers Finma. Cette coalition de la société civile demande à la BNS de réorienter son portefeuille de placements, afin de le rendre compatible avec l'accord de Paris, et de procéder à des adaptations réglementaires en collaboration avec la Finma et le monde politique. En outre, la BNS devrait distribuer une partie de ses bénéfices en faveur de la transformation sociale et écologique de l'économie. Le plan contient aussi des exemples positifs, dont de nombreux montrent comment la Banque centrale européenne va de l'avant. Désormais, on attend des interventions dans la Berne fédérale. Le plan de transition ainsi qu'un document annexe, avec des connaissances de base sur la BNS et son inaction face à la crise du climat et de la biodiversité, sont téléchargeables sur le site web de l'Alliance climatique : alliance-climatique.ch/campagnes/banque-nationale (eb)

Huit ans pour les ODD

Il reste seulement huit ans à la Suisse pour s'aligner sur les dix-sept objectifs de développement durable (ODD). À mi-parcours, le Conseil fédéral vient d'adopter le deuxième rapport national sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Un bilan très mitigé sera présenté devant l'ONU à la mi-juillet : l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 demeure très lointain, plus d'un tiers des espèces animales et végétales et près de 50 pour cent de leurs habitats sont menacés (notamment à cause d'un bétonnage et d'une densification élevés), le déploiement des énergies renouvelables n'est pas assuré, notre pays consomme les ressources de trois planètes et la pauvreté y a augmenté. Si la Confédération a créé une plateforme numérique afin de visualiser les progrès réalisés, la Plateforme suisse Agenda 2030 – coalition d'environ cinquante organisations issues de la société civile – critique très fortement le manque de moyens politiques engagés : « Le rapport du Conseil fédéral mesure les progrès réalisés par rapport aux objectifs qu'il a lui-même fixés. Ceux-ci sont souvent beaucoup moins ambitieux que les dix-sept ODD et leurs cibles. De plus, la présentation des indicateurs choisie ne permet qu'une évaluation positive ou négative, sans préciser à quel point nous sommes éloignés de l'objectif. Nous demandons des stratégies et des moyens pour rapidement s'attaquer aux déficits identifiés. » La coalition présentera un rapport à la fin juin. Affaire à suivre. (mr)

sdgital2030.ch
plateformeagenda2030.ch

Laisser les énergies fossiles sous terre

Depuis 2021, l'idée d'instaurer un Traité de non-prolifération des combustibles – à l'image du traité de non-prolifération nucléaire – fait l'objet d'une campagne internationale. Selon les nombreux pays et organisations signataires, « nous devons mettre fin immédiatement à l'exploration de nouvelles réserves et à l'exploitation de nouveaux gisements, protéger les travailleuses et les travailleurs ainsi que les collectifs, sécuriser les investissements et éviter que le monde ne s'enlise dans une catastrophe climatique ». Le traité demande de laisser les ressources encore intactes dans le sous-sol et de mettre fin aux nombreux projets d'extraction en cours, en commençant par le charbon. Le défi ? Un plan économique solidaire qui permette une transition juste aux pays les plus démunis. (mr)

fossilfuel treaty.org/fra

en
ligne
sur

moneta.ch

Les articles suivants se trouvent exclusivement dans notre édition numérique, sur : moneta.ch/argent-numerique



Les défis d'une densification sociale

Par Esther Banz
Spécialiste ès coopératives, Peter Schmid a réagi à un article paru dans le dernier numéro de «moneta», au sujet de questions sociales liées à la densification de lotissements. Nous l'avons rencontré pour discuter des exigences et défis à relever, afin que les processus de densification et de rénovation d'immeubles soient durables, socialement parlant aussi.



L'argent numérique : la suite

Par Roland Fischer
Bitcoin, blockchain, cryptographie : comment tout cela fonctionne-t-il exactement ? Et qu'est-ce qui justifie les évolutions actuelles, les soubresauts rapides des cours ? Pour en apprendre davantage, notre édition en ligne vous propose un recueil commenté de textes et vidéos parus dans d'autres médias. Avec des explications, analyses et mises en perspective.

Les ambitions de l'argent numérique

Une lutte pour la souveraineté monétaire s'est engagée sous le cri de ralliement « finance décentralisée ». Les cryptomonnaies défient le pouvoir de régulation des banques centrales, en promettant une approche plus démocratique et plus inclusive de l'argent. Que faut-il en penser ?

Texte : Roland Fischer

L'argent, c'est quoi au juste ? Ou plutôt, comment fonctionne-t-il ? La réponse paraît très simple a priori : je reçois mon salaire sur un compte, j'en verse une partie pour mon loyer, l'assurance maladie, etc. Je vais retirer de l'argent au distributeur, je paie un café ou un billet de cinéma, et ainsi de suite dans ma comptabilité personnelle. Sauf que la monnaie qui tinte dans le porte-monnaie est une toute petite fraction de l'argent au sens large : le reste est d'une complexité infinie, bousculé par des changements historiques qui échappent le plus souvent au commun des mortel-le-s. À moins que survienne par exemple une crise financière : il est alors question de produits dérivés, de bulles spéculatives et de banques d'investissement qui jonglent volontiers avec des valeurs monétaires inconcevables pour nous autres, consommatrices et consommateurs lambda.

La fin d'un règne ?

Historien spécialiste de la culture, Philipp Felsch a joliment résumé cela dans une série d'articles parus dans le quotidien allemand « Süddeutsche Zeitung », consacrés à « l'année charnière » 1972. Quelques mois auparavant, le président Richard Nixon avait aboli l'étalon-or. Le dollar, puis toutes les monnaies du monde sont rapidement devenues « flottantes », se découplant de toute valeur concrète. Une révolution fomentée par l'économiste Paul Volcker, qui n'a pas tardé à diriger la Réserve fédérale (banque centrale américaine). Philipp Felsch rappelle que « dans la galerie des ancêtres de banquiers centraux légendaires tels qu'Alan Greenspan ou Mario Draghi, Volcker est le premier à avoir donné un visage à notre économie mondiale. Cela révèle à quel point les banques centrales sont devenues des actrices politiques de premier plan. » Cinquante ans après, assiste-t-on à la fin du règne capitaliste des banques centrales, ce système qui abandonne le contrôle de l'argent à quelques puissantes structures ? Les belles théories du contrôle souverain et unilatéral seraient-elles bientôt révolues ? Beaucoup de gens situent précisément ici le potentiel social et utopique des cryptomonnaies ou, plus généralement, de la finance décentralisée. Pour Daniel Jeffries, que la technologie rend indéfecti-

blement optimiste, la chose était déjà évidente en 2017 : « Lorsque nous expérimenterons de nouveaux systèmes économiques au cours des prochaines années, toutes les doctrines économiques actuelles s'avéreront à peu près aussi avancées que les peintures rupestres », écrivait-il alors.

L'utopie de la libération de l'argent

La finance décentralisée (ou DeFi pour Decentralized Finance) s'appuie sur la technologie de la chaîne de blocs la plus récente (lire aussi en p. 8 à 10), mais elle représente plus fondamentalement une attaque frontale contre les banques centrales et leur toute-puissance monétaire. Les actrices et acteurs de la DeFi essaient d'établir un système monétaire capable de s'autoréguler, de créer et stabiliser l'argent par le biais de l'économie privée. D'aucun-e-s y voient un moyen de libérer la monnaie des institutions assoiffées de pouvoir et d'argent. Depuis la crise financière, la confiance s'est érodée vis-à-vis des grandes banques d'investissement et des banques centrales.

La DeFi se présente au contraire comme un mouvement issu de la base du monde de la finance. Les motivations ne manquent pas pour gérer l'argent de façon plus démocratique et plus inclusive : faute de compte en banque, plus de deux milliards de personnes sur la planète sont privées de transactions ordinaires au sein de notre système économique. Voilà qui explique l'essor des monnaies numériques basées sur la chaîne de blocs, dans les cercles technologiques occidentaux aussi bien que sur le continent africain.

Les banques centrales, synonyme de stabilité en cas de crise

Ne nous berçons toutefois pas trop d'illusions en ce qui concerne les protagonistes de la mouvance DeFi ! Alfred Eibl, spécialiste des marchés financiers au sein de l'ONG altermondialiste Attac (Allemagne), a corédigé en 2020 un petit livre sur le sujet. Il voit avant tout à l'œuvre dans la DeFi la fameuse « destruction créatrice » de Joseph Schumpeter : de nouvelles idées économiques qui tentent de s'imposer. L'objectif serait d'accaparer la plus grosse part possible du gâteau, « et non des perspectives monétaires qui touchent la société dans sa globalité », selon l'expert d'Attac. Et la décentralisation du système financier de virer à la dystopie, où prévalent les fantasmes libertaires d'un marché totalement dérégulé. Pour M. Eibl, les choses sont claires : « La société humaine ne peut tout simplement pas se passer de banque centrale. » L'histoire de l'argent l'a démontré à maintes reprises depuis l'arrivée du capitalisme : la société a tou-



jours dépendu d'une banque à la responsabilité prédominante, garante de la stabilité monétaire. C'est-à-dire une « productrice de monnaie de dernier recours ». La banque centrale ferait, en quelque sorte, office de réassurance lors d'une crise. Alfred Eibl considère que cette protection doit « répondre aux attentes de la société dans son ensemble, et non à celles du secteur privé ».

D'après le spécialiste, en fin de compte, la question est de savoir dans quelle mesure le secteur financier a besoin de contrôle. Tel est d'ailleurs le sujet des négociations sur l'argent numérique dans le monde entier. « Aux États-Unis, la discussion oppose le capitalisme libre au capitalisme contrôlé », d'où une certaine redistribution des cartes, politiquement parlant. La Chine, quant à elle, a récemment repris la main, établi des règles strictes et interrompu d'ambitieuses initiatives numériques du style d'Alipay. Le contrôle prime. En Suisse comme dans l'UE, de premières initiatives visant à interdire les cryptomonnaies ont fait long feu et l'on envisage désormais de réglementer l'économie financière. Notre pays est assez strict en matière de blanchiment d'argent, bien qu'il subsiste toujours des lacunes.

Bibliographie:
Alfred Eibl/Johannes Priesemann: «Das Geld gehört uns allen! Statt Paypal, «Libra», AliPay: Alternativen zur digitalen Überwachung und Kontroll», Attac Basistexte vol. 58, 2020 (pas de traduction en français connue à ce jour).

La loi de la jungle dans le traitement des données

Alfred Eibl n'imagine pas que l'avenir appartienne aux cryptomonnaies classiques. Il pense plutôt que les approches dites « stablecoin », indexées à des valeurs monétaires réelles, s'établiront en tant qu'alternatives à la monnaie étatique. L'expert d'Attac salue le fait que les banques centrales ont senti le vent tourner et expérimentent, dans de nombreux pays, leur propre monnaie numérique (ou MNBC). On comprend son point de vue en examinant d'un peu plus près certain-e-s des protagonistes qui ont émergé ces dernières années, en rapport avec l'argent numérique. C'est encore plus édifiant quand on s'intéresse à leurs stratégies commerciales. Que dire de Libra, le système de paiement que Facebook aurait dû lancer en 2020? Ou du scandale Wirecard en Allemagne? Voilà deux exemples admirables en matière de promesses pompeuses et de traitement scandaleux des données. Nos habitudes de paiement révèlent des détails plus intimes sur notre propre compte qu'aucun autre ensemble de données. Transformer ce trésor en argent était bel et bien l'objectif de Libra et Wirecard, en tout petits caractères évidemment.

À qui appartient la monnaie?

Ces premières tentatives de concurrencer sérieusement les banques centrales dans le système monétaire ont échoué, mais d'autres sont en cours. Selon Alfred Eibl, l'argent numérique devrait soulever une question simple: « Qui en est propriétaire? Qui en profite? » Sauf que, pour une fois, il ne s'agit pas de posséder des valeurs patrimoniales, mais la monnaie elle-même. On ne peut souhaiter que perdure la loi de la jungle actuelle dans le traitement des données les plus sensibles, en matière de politique financière. Dans l'hebdomadaire allemand «Die Zeit», le critique littéraire et auteur Ijoma Mangold écrivait récemment que l'« on distingue un camp à tendance anarchiste de gauche et un autre plutôt libertaire de droite. [...] À l'image de la dynamite, l'amalgame de deux substances différentes a un potentiel explosif considérable. » Il aimerait que l'expérience technologique soit expressément perçue en tant que mouvement politique. Et l'attitude schizophrène de la Silicon Valley de ressurgir. Elle plonge ses racines dans la genèse de la tech, laquelle se définissait comme contre-culture et voyait en l'Internet une sorte de « machine à démocratiser le savoir ». Étant donné ce que Facebook et Amazon entre autres ont fait de ces belles promesses, difficile d'être optimiste en ce qui concerne l'argent numérique. •

La blockchain fera-t-elle décoller le e-léman?

Le lancement, en 2017, du léman électronique grâce à une technologie *blockchain* constitue une véritable révolution pour les monnaies locales. L'association Monnaie Léman compte sur cette avancée pour établir un modèle économique à même de financer la transition sociale et écologique de l'arc lémanique. Si le potentiel est énorme, les résistances le sont tout autant. Dommage, car le pari est loin d'être risqué.

Texte : Muriel Raemy



Le sourire audible dans sa voix à l'autre bout du fil annonçait déjà «le sujet technique que personne ne comprend mais qui peut révolutionner la manière dont l'argent circule sur un territoire, au service du tissu économique local». Antonin Calderon est coprésident de Monnaie Léman, association à but non lucratif qui porte et assure la diffusion de la monnaie léman des deux côtés de la frontière genevoise.

«Je viens de payer mes courses de la semaine à l'épicerie du quartier en cryptomonnaies durables!» Il s'en amuse, tant les termes semblent contradictoires: les cryptomonnaies servent essentiellement à des fins d'investissement spéculatif, et non à permettre la circulation de biens et services réels dans la société. Que viennent donc faire les monnaies locales dans l'équation technologique de la *blockchain*?

Des monnaies complémentaires

Depuis près de trente ans, des monnaies dites «sociales», «solidaires», «citoyennes» et bien sûr «locales» ont fait leur apparition. Comme leur nom l'indique, elles circulent sur une aire géographique limitée, à l'échelle d'une ville, d'un territoire, ou d'une région. Elles sont surtout «complémentaires» à un système économique uniformisé à l'échelle de la planète. «Les monnaies locales critiquent l'ordre marchand et la recherche de rentabilité financière maximale. Elles visent à promouvoir les circuits courts, l'alimentation respectueuse du vivant et la relocalisation des activités économiques», commente Ariane Tichit, économiste et maîtresse de conférence à l'Université de Clermont Auvergne. Son domaine de prédilection: la diversité monétaire.

Il existerait actuellement plus de 14 000 alternatives monétaires dans le monde: 4000 monnaies complémentaires et un peu plus de 10 100 cryptomonnaies, selon le site *coinmarketcap*, consulté la dernière fois le 10 mai 2022. «A priori, tout semble opposer ces deux types de projets, ainsi que les communautés qui s'y inté-

ressent. Les unes épousent les valeurs de l'économie sociale et solidaire, les autres sont du côté des valeurs ultralibérales et libertariennes.» Ariane Tichit observe cependant des convergences dans leurs idéaux «anarchistes», dans leurs critiques du monopole de la création monétaire détenu par les banques centrales et commerciales, et dans le mouvement vers la dématérialisation – virage entrepris plus tardivement par les monnaies locales.

Du billet au e-léman

Créée en 2015 sous forme de billets d'abord, la monnaie léman s'échange en deux devises: il existe un Léman adossé au franc suisse et un autre adossé à l'euro. Cette monnaie a rapidement connu un certain succès, qui reste malheureusement restreint à une minorité déjà sensibilisée à l'économie sociale et solidaire. «Pour réellement grandir, nous devons progresser sur plusieurs plans: rendre notre monnaie plus facile à utiliser, induire davantage de confiance en notre système monétaire parallèle et intéresser tous les acteurs économiques locaux, afin de créer un circuit économique complet», explique Jean Rossiaud, cofondateur de l'association Monnaie Léman.

La piste numérique a été suivie par de nombreuses monnaies locales. Mais Monnaie Léman est la première à avoir pris le tournant «crypto».

Une *blockchain* éthique

L'association a en effet créé sa propre *blockchain*. Elle s'est approprié cette technologie grâce à deux informaticiens passionnés. Leur idée simple, mais ingénieuse: développer une copie de la cryptomonnaie Ethereum, nommée Com'chain, pour «*blockchain* des communs». En tout point semblable à Ethereum en ce qui concerne la sécurité et la procédure *smart contracts*, la Com'chain supprime les éthers et la rémunération du minage, limite le nombre de nœuds qui assurent la validation de la preuve de travail, et empêche la conversion des lé-



mans dans d'autres devises. Les monnaies établies sur la Com'chain sont donc conçues pour être non spéculatives et peu gourmandes en énergie.

Il va être intéressant de suivre le croisement et la fusion de projets monétaires qui jusque-là étaient bien distincts. Même si la communauté des monnaies locales reste un peu frileuse, le dispositif mis en place par Monnaie Léman lui rend service pour trois raisons au moins.

Sécurisée, démocratique et libre

Davantage de sécurité d'abord : c'est le réseau entier qui garantit chaque transaction, et non plus un tiers de confiance. «Le code fait loi et sa qualité détermine la confiance qu'ont les individus dans le projet.» Pour Ariane Tichit, il s'agit là d'une véritable porte d'entrée vers une monnaie citoyenne reposant sur chaque membre de la communauté de paiement, au contraire du monopole exercé actuellement par les banques. Cette technologie permet donc plus de démocratie. «Elle implique que les transactions ne soient plus centralisées dans une base de données uniques, mais stockées en plusieurs exemplaires sur des serveurs décentralisés qui appartiennent aux membres du réseau», continue l'économiste. Et, finalement, le code de la Com'chain de Monnaie Léman est un logiciel libre (open source), disponible sur Github. Toute la communauté peut se l'approprier ou le modifier.

«C'est l'échange de monnaie qui crée la richesse au sein de la communauté de paiement : pas de capitalisation ni de thésaurisation possible. Inédit!»

Communauté de paiement interconnectée

Monnaie Léman a poussé l'innovation monétaire un cran plus loin en liant deux formes de monnaies sur sa Com'chain.

La première, le e-léman est une monnaie dite «garantie». Elle s'obtient en ouvrant un compte en ligne et en effectuant un versement à la Banque Alternative Suisse (à la Nef pour le côté français). Ces francs suisses ou ces euros déposés à la banque sont donc «garantis». Le e-léman est destiné aux particuliers qui souhaitent faire leurs achats, au moyen de l'application Biletujo, auprès des 450 professionnel-le-s qui adhèrent à la charte Léman.

La deuxième monnaie, le Lemanex, est «mutuelle». Elle fonctionne sur le modèle du WIR ou du Sardex, la monnaie sarde qui a inspiré Jean Rossiaud. «Il nous fallait un outil financier pour répondre spécifiquement aux besoins de liquidité des entreprises, sans que celles-ci doivent rembourser des dettes aux intérêts élevés.» Ainsi, pour faire simple : un boulanger achète, en Lemanex, de la farine à un meunier. Au moment de la transaction, le montant de l'échange est débité sur le compte de l'acheteur, le boulanger, et crédité sur le compte du vendeur, le meunier. Lorsqu'un troisième acteur, par exemple un restaurateur, achète son pain chez le boulanger, la somme négative creusée par l'achat de la farine devient positive. Il n'y a pas d'emprunt ni d'intérêt. C'est l'échange de monnaie qui crée la richesse au sein de la communauté de paiement : pas de capitalisation ni de thésaurisation possible. Inédit!

Quand l'État l'acceptera

Cependant, qu'il circule sous forme physique ou électronique, le léman peine à décoller.

Une piste suivie par l'association Monnaie Léman est de persuader les entreprises de payer une part de leurs salaires en lémans. Mais pour que ces salaires puissent être dépensés, il est essentiel de pouvoir régler certains services publics dans la monnaie locale. Les communes de Carouge, Grand-Saconnex, Plan-Les-Ouates, Onex et Genève ont sauté le pas et acceptent désormais qu'une partie de leurs prestations – taxes locales, mobilité, vente de produits, etc. – soient payées en lémans.

Dernière étape indispensable pour que le système fonctionne de manière circulaire : permettre aux citoyen-ne-s de s'acquitter d'une partie des taxes et des impôts en lémans. Jean Rossiaud se permet d'espérer. «Nous avons la conviction qu'il est possible, avec des outils comme le léman, de transformer graduellement les conditions de production et de consommation sur le plan local. Cela permettrait même d'envisager un revenu de base, qu'il soit inconditionnel ou non. Le potentiel est énorme!» •

monnaie-leman.org

Ariane Tichit, Corentin Elissée, Frédéric Hayek, Pascal Lafourcade : «La Blockchain, avenir des monnaies locales?», Cerdi Working Papers, 2022/4.

« La connaissance est la nouvelle porte d'entrée »

Près de l'arrêt de bus, une boutique abrite un automate à monnaies numériques. Un vieux copain se spécialise en offres financières décentralisées. Et une amie a vu ses économies fondre avec le bitcoin. Mais que se passe-t-il actuellement autour de moi, avec l'argent ?

Texte : Esther Banz

Jusqu'à récemment, je pensais pouvoir suivre l'évolution du monde. Je lis les journaux, j'écoute la radio, je fréquente des personnes cultivées. Sauf que ces derniers temps, de plus en plus de signes indiquent que quelque chose m'a échappé depuis plusieurs années déjà. J'ignore de quoi il s'agit précisément, sans parler de la manière dont cela fonctionne, mais force est de constater qu'en plus des monnaies numériques, les nouvelles offres de services financiers indépendants des banques se multiplient.

Le bitcoin, embryon d'une vaste évolution

Tout a commencé avec la monnaie numérique qu'est le bitcoin et sa technologie de la chaîne de blocs, la fameuse blockchain. Pour ses adeptes, cette cryptomonnaie incarne une valeur refuge en marge de l'inflation, car le nombre de bitcoins est plafonné à 21 millions. Dans les pays dont le système monétaire est plutôt instable, beaucoup de gens aimeraient préserver leur épargne en bitcoins. La République centrafricaine vient de l'introduire comme moyen de paiement officiel. Après le Salvador, elle est la deuxième à emprunter cette voie.

Ce n'est là qu'une partie de l'histoire. L'autre touche à la poursuite du développement technologique de la chaîne de blocs. Les résultats récents sont bien éloignés du bitcoin, m'explique Kurt*, un ancien collègue de travail. Le mot-clé est « DeFi », pour Decentralized Finance ou finance décentralisée. Kurt s'est mis à son compte en tant que spécialiste en la matière. D'après lui, « c'est énorme, ça explose en ce moment ». Et d'ajouter qu'outre le bitcoin et certaines autres monnaies – qui ne sont que cela –, il existe une vingtaine de « systèmes d'exploitation » virtuels fonctionnant avec leur propre monnaie. La plus connue est l'ethereum. On trouve aussi des applications avec des « jetons », ou tokens, qui se multiplient aujourd'hui de manière exponentielle. Bien que souvent désignées comme des cryptomonnaies, elles sont plutôt comparables à des actions de jeunes pousses.

Dans le monde réel, je me mets donc à chercher comment accéder à l'univers de la chaîne de blocs. Et je finis par tomber sur une porte, à quelques pas de mon bureau.

Un distributeur automatique de bitcoins

Pendant la pandémie, un magasin situé juste à côté de mon arrêt de bus, à Zurich, a changé de locataires. Sur la vitrine figure, en orange et en italique, « House of Satoshi – Switzerland's first store for bitcoin, blockchain and friends ». Nakamoto Satoshi est l'inventeur présumé du bitcoin. Il s'agit plus sûrement du pseudonyme d'un génie ou d'un collectif; toujours est-il que Satoshi serait porté disparu depuis dix ans.

Un matin, je pousse la porte de l'échoppe. Un homme me tourne le dos, assis devant son ordinateur portable. Je m'apprête à signaler ma présence quand surgissent derrière moi deux solides gaillards vêtus de noir. D'un pas rapide, ils traversent la pièce sans regarder ni saluer personne. Arrivés au fond, l'un s'agenouille, l'autre manipule sa valise rigide. Je reconnais maintenant un distributeur automatique de billets, autour duquel les deux individus s'affairent. Tout va très vite et en moins de trois minutes, ils ont quitté les lieux. Sur leur veste figurait l'inscription « Loomis ». L'entreprise propose notamment la maintenance de distributeurs de billets, comme je l'apprendrai par la suite. Ce n'étaient donc pas des voleurs et la vitrine disait vrai: « Ici se trouve un véritable automate à bitcoins. » J'aimerais en acheter, mais pas avant d'avoir compris tout ce qui m'a échappé jusqu'à ce jour.

Un tournant radical dans le secteur financier

« House of Satoshi » propose non seulement de convertir des monnaies, mais aussi de transmettre des connaissances. « Nous avons formé ici quatre cents personnes ces douze derniers mois », explique Rino Borini, copropriétaire de la boutique, spécialiste en finance numérique et en cryptobanque, chargé de cours à la Haute école d'économie de Zurich (HWZ). Avec son partenaire commercial Patrick Widmer, il organise également « Finance 2.0 », série d'événements consacrés à la métamorphose numérique du secteur financier. Après une pause due à la pandémie, les manifestations devraient reprendre cette année. L'enthousiasme de Rino Borini pour le sujet semble intact même après plusieurs années d'activité. Les deux fondateurs de « House of Sato-

shi» travaillaient auparavant dans des banques, M. Borini en tant que conseiller stratégique dans le domaine des taux d'intérêt, M. Widmer comme courtier.

Tous deux ont vite compris que la technologie des chaînes de blocs n'allait pas se limiter au bitcoin, mais qu'elle présageait une vaste décentralisation des services financiers. Le réseau bitcoin a vu le jour en 2009, et M.M. Borini et Widmer ont commencé à s'intéresser à la transformation numérique en 2013. Ils évoquent un tournant radical dans le processus de création de valeur du secteur financier : la technologie des chaînes de blocs permet à de nouveaux prestataires de fournir des services financiers en toute sécurité. Quelques francs suffisent aujourd'hui pour investir numériquement dans de bonnes solutions de placement, explique M. Borini. «Même pour transférer des devises étrangères – ce pourquoi les banques traditionnelles perçoivent des commissions élevées, sans parler des coûts cachés –, des prestataires récemment arrivés proposent des alternatives avantageuses et transparentes. Avec les possibilités qu'offrent les smartphones, la politique de frais pratiquée jusqu'alors est désormais injustifiée.»

Retour à l'euphorie des débuts d'Internet

La deuxième plus grande chaîne de blocs après bitcoin est ethereum. Ce réseau décentralisé et ouvert – chapeauté par une fondation établie à Zoug – possède sa propre monnaie, l'ether, avec laquelle on peut effectuer des transactions. Selon Rino Borini, avec cette cryptomonnaie, prêter de l'argent à quelqu'un en toute autonomie et sécurité ne pose plus de problème. Les nombreuses autres possibilités qu'offre la nouvelle technologie l'enthousiasment. Outre le transfert et le prêt d'argent, certaines applications permettent d'investir, de vendre des billets pour des manifestations ou de s'assurer, tout cela de manière indépendante, entre autres. Les idées déferlent sur le marché. «En comparaison, nous sommes en l'an huit d'Internet», glisse M. Borini. «L'arrivée de Google était inimaginable au début des années 1990. Tout comme aujourd'hui, où nous ignorons ce qu'engendreront les chaînes de blocs.»

Les engouements sont fréquents, dans ce monde en mutation rapide, et les offres parfois peu conviviales. Pour les profanes, voilà qui complique l'accès à ce que les exploitants de «House of Satoshi» considèrent comme l'avenir de la finance. De surcroît, ce nouvel univers financier décentralisé en chaînes de blocs est encore peu réglementé et entaché d'erreurs. On risque tout à la fois de perdre beaucoup d'argent et de se faire arnaquer.

Une tanière d'escrocs

C'est ce qu'a vécu Meredith*, une de mes connaissances. Un jour, nous nous croisons dans la rue alors que nous ne nous étions pas vues depuis longtemps. Et la voilà qui éclate en sanglots : toutes ses économies se sont envolées à cause du bitcoin. Elle raconte : «Je suis mordue de nouvelles technologies et me suis inscrite sur un site consacré à cette cryptomonnaie. Dans la foule, plusieurs personnes m'ont contactée.» Se présentant comme un courtier, l'une d'elles guide Meredith vers une plateforme qui semble tout à fait sérieuse. Elle lui fait confiance et ouvre un cryptoportefeuille pour une petite somme. «J'ai commencé comme ça et j'ai pu >>>



»» suivre, sur la plateforme, l'augmentation de la valeur de mes bitcoins», poursuit Meredith. Elle se fie à ce qu'elle voit à l'écran.

Quelque temps plus tard, l'intermédiaire évoque un projet d'investissement plus conséquent. Comme celui-ci correspond à leurs attentes, Meredith et son partenaire placent un montant plus important. «On nous a annoncé que le projet allait être introduit en bourse et que nous aurions alors une longueur d'avance. Le cours a grimpé, grimpé.» Finalement, le couple pense que le moment est venu de réaliser ses gains en vendant les bitcoins. Mais voilà que l'argent se fait désirer. Le soi-disant courtier reste injoignable. Meredith s'adresse à la police, laquelle estime est vain de porter plainte, tout ayant eu lieu oralement et sans contrat.

Bien qu'ait perdu ses économies, Meredith n'exclut pas de réinvestir un jour en bitcoins, mais elle les conservera, avec ses mots de passe, dans un coffre et un portefeuille physiques. Et elle se fera conseiller.

Cent francs en valent 66. Pour l'instant.

Retour à la boutique. Une femme entre avec un enfant. Elle examine ce qui se trouve en rayon: livres, gadgets arborant le sigle «bitcoin» et objets destinés conserver physiquement la monnaie virtuelle. Il est essentiel de garder les codes personnels en sécurité, car eux seuls donnent accès aux fonds. Le moment est venu pour moi de devenir propriétaire de bitcoins. J'insère cent francs suisses dans le distributeur automatique au coin de la pièce. Celui-ci délivre un reçu pour 0,00230 bitcoins – ou 230 000 satoshis, plus petite subdivision du bitcoin –, d'une valeur approximative de 88 francs. Le reste a été déduit pour les frais. Je demande à Patrick Widmer de m'ouvrir un portefeuille électronique. L'application a été développée par un collègue des cofondateurs de «House of Satoshi». Dès lors, je peux suivre le cours du bitcoin sur l'écran et le vois dégringoler. Bientôt, je ne possède plus que 66 francs en bitcoins. En une des quotidiens apparaissent des titres comme «Les crypto-investissements au bord du gouffre».

Le cours pourrait remonter, me rassuré-je. Toutefois, comment garder cet argent et les codes d'accès en toute sécurité? Un livre de Marc Steiner, disponible chez «House of Satoshi», répond à ces questions. Extrait: «Le bitcoin a sorti l'argent des griffes du système financier traditionnel, centralisé, et t'en a redonné les rênes. Voilà la bonne nouvelle. La mauvaise est que tu dois désormais assumer seul-e la conservation et la transmission de cet actif. Toi et tes légataires ne pourrez appeler aucune ligne d'assistance.» De même que personne ne me fournira un nouveau mot de passe.

Une nouvelle domination du marché

Les adeptes du bitcoin mettent en avant son fonctionnement démocratique et la décentralisation intégrale de la finance. Elles et ils évoquent aussi volontiers les grandes perspectives ouvertes aux populations des pays du Sud. Mais quels sont les défis qui se posent également – et surtout – là-bas en matière de sécurité de la conservation des codes? Qui peut en profiter? Qui dispose des connaissances et des accès?

«Le capitalisme va rejouer ses vieux schémas. Les effets d'échelle font qu'on verra toujours des gens en dominer d'autres.»

Je m'adresse une nouvelle fois à Kurt, le conseiller DeFi. Il commence par m'envoyer un lien vers une vidéo sur le récent marathon de programmation (ou *hackaton*) d'Ethereum Money à Amsterdam. Son slogan était «Build the future of finance». On y voit des jeunes du monde entier tapotant sur des ordinateurs portables, dans une vaste salle remplie de végétaux et de couleurs. Kurt accompagne le lien de ces mots: «C'est grâce à ces nerds enthousiastes que je me passionne pour le sujet.» Un peu plus loin, il répond à mes questions par l'affirmative: «Certes, à l'avenir, nous ne dépendrons plus des banques ni autres prestataires financiers, mais de la connaissance. Elle est la nouvelle porte d'entrée dans ce monde.»

Alors, certes, j'ai fini par acquérir des connaissances en matière de cryptomonnaies, de technologie de chaîne de blocs et de finance décentralisée. Je comprends également le principe selon lequel l'Internet évolue par à-coups et suis consciente que nous assistons actuellement à un grand essor. Toutefois, qui pourra améliorer son quotidien avec les nouvelles monnaies et applications, et qui n'en bénéficiera pas? Kurt lui-même l'ignore. Son sens critique lui permet de deviner que, même avec cette technologie qui se prétend centrée sur l'individu, il y aura en définitive «encore une fois des actrices et acteurs qui règneront sur le marché. Le capitalisme va rejouer ses vieux schémas. Les effets d'échelle font qu'on verra toujours des gens en dominer d'autres.» Pourtant, la créativité et la frénésie de la base lui donnent aussi de l'espoir: «On continuera d'expérimenter. Tout reste ouvert.» •

**Prénoms modifiés.*

Plus sale que l'or

La consommation annuelle d'électricité du bitcoin atteint plus du double de celle de la Suisse. Ce gouffre énergétique pourrait être réduit, mais la communauté a d'autres priorités. L'avenir appartient aux cryptomonnaies plus respectueuses de l'environnement.

Texte : Daniel Bütler



L'organisation environnementale Greenpeace a récemment lancé une campagne aux États-Unis. Elle demande que le bitcoin modifie son code afin de réduire fortement sa consommation d'électricité. L'an dernier, le pays de l'Oncle Sam a détrôné la Chine en devenant la principale origine de la cryptomonnaie. «Aux États-Unis, le minage du bitcoin utilise désormais aussi de l'électricité produite à partir du méthane en excès obtenu lors de l'extraction du pétrole», explique Georg Klingler, spécialiste en climat chez Greenpeace Suisse. Au Texas, un état pétrolier où ce courant d'origine fossile se vend à un prix dérisoire, les installations de minage poussent comme des champignons.

L'électricité représente l'essentiel des coûts de production de bitcoins. Cette opération exige une énorme puissance de calcul pour résoudre une énigme mathématique (code de preuve de travail, ou proof of work code). Lors de ce processus appelé «minage», un nouveau bloc s'ajoute à la chaîne de blocs de données du bitcoin, destinée à valider les transactions. Au début, il y a quinze ans, un seul ordinateur suffisait à effectuer ce calcul. Aujourd'hui, on a besoin d'un réseau d'ordinateurs ultraperformants fonctionnant à plein régime. Un

nouveau bloc est généré toutes les dix minutes, pour lequel l'auteur ou l'autrice reçoit six bitcoins en récompense. Cela équivalait à environ 240 000 francs début mai, mais le cours a fortement baissé depuis lors. Plus le bitcoin vaut cher, plus les mineuses et mineurs sont nombreuses et nombreux. On estime à cinq millions le nombre de machines qui constituaient le réseau bitcoin ces derniers mois, quand le cours était très élevé.

150 térawattheures par an

Les adeptes du bitcoin le qualifient volontiers de monnaie démocratique. Elle profiterait aux pauvres, qui ne pourraient autrement pas participer au marché financier. Or, le minage est une activité professionnelle. Les fermes d'ordinateurs s'implantent là où l'électricité coûte peu. Selon l'Université de Cambridge, le bitcoin consomme 150 térawattheures (TWh) d'électricité par an au total (état en mai 2022 d'une modélisation actualisée en continu). Cela correspond plus ou moins aux besoins de la Pologne, soit environ 0,7 pour cent de la consommation mondiale. À titre de comparaison, la Suisse consomme 57 TWh d'électricité par an. Les chiffres de la consommation énergétique du bitcoin reposent sur des estimations, faute de «données dures».

Trois quarts de sources fossiles

Une chose est sûre: la consommation d'énergie génère d'importantes émissions de CO₂. D'après une étude publiée dans le magazine scientifique «Joule», le bitcoin émettrait 65 mégatonnes de CO₂ par an, c'est-à-dire un >>>

»» peu plus que la Grèce ou 0,2 pour cent des émissions mondiales. Cette étude souligne en outre que les sources d'énergie utilisées pour créer des bitcoins sont majoritairement fossiles (charbon et gaz), contre un quart seulement de renouvelables.

Le bilan climatique s'est même récemment détérioré, parce que la Chine – d'où provenaient auparavant plus de la moitié des bitcoins – a interdit le minage voilà environ un an pour imposer sa propre monnaie numérique. Le minage s'est déplacé vers d'autres pays. Alors qu'on recourait beaucoup à l'hydroélectrique en Chine, du moins en été, les choses sont différentes dans les nouveaux pays producteurs. Un bitcoin sur trois est actuellement miné aux États-Unis. Dans certaines villes, des centrales à charbon fermées ont repris du service spécialement à cet effet.

Un gaspillage controversé dans la cryptosphère

La consommation d'énergie fait l'objet de controverses dans la communauté crypto. Les adeptes du bitcoin relativisent volontiers le problème. Ainsi, on a pu lire dans «Migros Magazine» que Lucas Betschart, président de la Bitcoin Association Switzerland, s'inquiète peu de la forte consommation électrique de la monnaie. M. Betschart n'a pas répondu aux sollicitations de *moneta*.

Pour le site web suisse «Crypto Valley Journal», l'électricité utilisée pour le bitcoin représenterait à peine 0,05 pour cent de la consommation mondiale d'énergie, donc «une part négligeable». Rappelons que l'Université de Cambridge a estimé un pourcentage quatre fois plus élevé. De toute façon, il est plus pertinent de comparer l'empreinte climatique, par exemple avec celle de l'or. Selon le site spécialisé «Digiconomist», un seul nouveau bitcoin émet 335 tonnes de CO₂, tandis que la même valeur en or génère 16 tonnes d'émissions. Vu sous cet angle, les bitcoins sont vingt fois plus nocifs pour le climat que l'or, dont le bilan environnemental est déjà catastrophique. Toutefois, le «Digiconomist» cite souvent des chiffres supérieurs à ceux d'autres sources, quand il est question du bilan environnemental du bitcoin.

L'avenir appartient-il aux monnaies numériques peu gourmandes en énergie?

Il serait tout à fait possible d'économiser de l'énergie. Alors que le bitcoin est basé sur un code de preuve de travail, les monnaies plus récentes fonctionnent selon la preuve d'enjeu (proof of stake), qui nécessite une puissance de calcul – donc une consommation d'énergie – dix mille fois inférieure. Mais le bitcoin représente la moitié de la valeur de toutes les cryptomonnaies. Numéro deux, l'ethereum en totalise environ un quart.

Roger Wattenhofer, professeur de systèmes et réseaux distribués à l'EPF de Zurich, est convaincu que les cryptomonnaies deviendront de plus en plus écologiques: «On ne lancera plus de nouvelles monnaies avec le code de preuve de travail», affirme-t-il. L'ethereum opère d'ailleurs sa transition vers la preuve d'enjeu, plus économe. Cela s'explique par le fait qu'il est chapeauté par une fondation, alors que le bitcoin est entièrement décentralisé.

La question de l'environnement se pose aussi parce que les monnaies numériques ont pris un grand essor et pourraient bien finir par s'imposer. Des géants de l'informatique comme Facebook, mais également la Banque centrale européenne, veulent en créer. D'après M. Wattenhofer, on ignore si elles sont plus écologiques que les monnaies classiques, basées sur l'argent liquide et scriptural. Le transport de l'argent liquide, par exemple, cause des émissions nocives pour le climat. Sous cet angle, des monnaies purement numériques pourraient réduire l'empreinte environnementale des opérations monétaires.

Transition difficile pour le bitcoin

Le bitcoin s'arroge actuellement la majeure partie de l'électricité utilisée par l'ensemble des cryptomonnaies. Un processus plus efficace réduirait sa consommation de plus de 99,99 pour cent. Malgré cela, Roger Wattenhofer doute que le bitcoin change son code: «Même les plus petites modifications du système enflamment les débats au sein de la communauté. J'imagine difficilement qu'un changement si important fasse consensus.» Écologiquement parlant, on peut juste espérer que la monnaie perde de sa valeur: moins le bitcoin vaudra, moins on le minera et moins il consommera d'énergie.

Quant aux adeptes du bitcoin, elles et ils aspirent à ce que l'électricité utilisée devienne plus verte. Le réseau Bitcoin Mining Network estime que, de manière générale, on devrait comparer les impacts négatifs sur l'environnement et les avantages. Le bitcoin représenterait pour des centaines de millions de personnes le seul espoir de disposer d'un type d'argent équitable et accessible. De ce point de vue, la «faible contribution» aux émissions mondiales de CO₂ serait négligeable.

Quoi qu'il en soit, la consommation électrique du bitcoin restera immense tant qu'il ne changera pas de code. Georg Klingler, de Greenpeace, résume ainsi l'enjeu: «Nous devons absolument remplacer les énergies fossiles par des renouvelables. Nous ne pouvons donc pas nous permettre de gaspiller autant d'électricité pour le minage.» •

LES PAGES DE LA BAS

«AUCUN BESOIN CLAIR ET TROP DE QUESTIONS SANS RÉPONSE»

L'univers de la finance se passionne pour les cryptomonnaies. La preuve avec moneta: un article consacré au sujet en 2018, et maintenant un numéro entier. Que pense la BAS du bitcoin, de l'ethereum et consorts? Le point avec les responsables de trois services de la Banque: Reto Gerber (Conseil en placement), Markus Ott (Durabilité) et Bruno Sonderegger (Asset management).

Propos recueillis par Simon Rindlisbacher

La BAS et sa clientèle s'intéressent-elles aux cryptomonnaies?

Reto Gerber Pas pour le moment.

Pourquoi cela?

RG Nos clientes et clients déplorent sûrement que les opérations de minage soient aussi énergivores. Et pour de nombreuses personnes, probablement, il manque à ces monnaies un lien tangible avec l'économie réelle.

Markus Ott Les médias associent volontiers les cryptomonnaies à la spéculation. À la BAS, nous avons quelque réticence à l'idée de faire de l'argent avec l'argent, car cela contredit notre attachement à l'économie réelle. Nous sommes donc naturellement sceptiques vis-à-vis des cryptomonnaies.

Comment se positionne la BAS en tant qu'entreprise sur ce sujet?

RG Elle considère de manière critique l'éloignement d'avec l'économie réelle et l'utilisation à des fins spéculatives.

MO À la BAS, nous cherchons toujours à éviter d'encourager ce qui pourrait avoir des impacts négatifs sérieux sur l'environnement et la société. En ce qui concerne les cryptomonnaies, nous devrions évaluer leur valeur ajoutée sociale et écologique ainsi que le poids de leurs impacts négatifs. Nous ne l'avons pas encore fait.

Sous quel angle procéderiez-vous à cet examen?

MO D'un point de vue écologique, nous analyserions d'abord la consommation d'énergie, de manière aussi différenciée que possible. Par exemple en comparant la consommation des cryptomonnaies à celle de l'infrastructure monétaire traditionnelle ou de l'extraction d'or. Nous nous intéresserions ensuite aux chaînes d'approvisionnement: d'où viennent les processeurs et le reste de l'équipement nécessaire au minage*?

Et quels aspects de durabilité sociale examineriez-vous?

MO Il faudrait déterminer si le minage est un sujet de préoccupation, socialement parlant, et à quel égard. Une autre question est de savoir comment évaluer la gouvernance.

RG Pour ce qui est de la gouvernance, je regrette l'absence de réglementation des cryptomonnaies. Cette lacune invite notamment au blanchiment d'argent. Comment concevoir la réglementation? Sur quelle base juridique? À quelle juridiction donner la compétence?

*Le minage est le processus de mise en circulation de bitcoins, par exemple. Lire aussi en p. 11-12.

Bruno Sonderegger N'oublions pas que miser sur les cryptomonnaies affaiblirait les banques nationales. On s'y soustrairait délibérément. Avec quelles conséquences pour la politique monétaire et le système économique mondial?

MO En fin de compte, une question philosophique se pose, que je trouve également passionnante: même les cryptomonnaies dépendent du manque de confiance vis-à-vis d'autrui, ou plutôt d'un système créé par l'humain. J'ai l'impression que l'on cherche à répercuter sur la machine une confiance que l'on refuse à ses semblables, peut-être parce que l'on ne se connaît plus. Sommes-nous favorables à une telle conception de l'être humain?

Quelle valeur ajoutée pourraient avoir les cryptomonnaies?

RG J'apprécie le fait que dans des marchés émergents, elles permettent l'accès aux services bancaires à des personnes qui en étaient exclues jusqu'alors. De nouveaux marchés apparaissent, avec des bailleuses et bailleurs ainsi que des preneuses et preneurs de fonds. »

«POUR CE QUI EST DE LA GOUVERNANCE, JE REGRETTE L'ABSENCE DE RÉGLEMENTATION DES CRYPTOMONNAIES. CETTE LACUNE INVITE NOTAMMENT AU BLANCHIMENT D'ARGENT.» Reto Gerber



Reto Gerber,
Responsable Conseil
en placement



Markus Ott,
responsable Durabilité



Bruno Sonderegger,
responsable Asset management

» BS Souvenons-nous que dans les pays émergents, les titulaires de compte paient souvent des frais de transaction élevés. Avec les cryptomonnaies courantes, ces frais deviennent insignifiants en comparaison. De plus, en plaçant leurs économies en cryptomonnaies, les citoyennes ou citoyens de marchés émergents peuvent préserver leur épargne d'une éventuelle dévaluation de la monnaie locale, par rapport à des devises fortes comme le dollar étasunien ou le franc suisse.

Les cryptomonnaies ne sont-elles pas trop volatiles pour se prémunir contre le risque de dévaluation ?

BS L'évolution du bitcoin depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie jusqu'à fin mars a montré la volatilité de cette monnaie, certes, mais aussi une appréciation. On a pu imaginer qu'à l'instar de l'or, le bitcoin allait offrir une certaine protection contre l'inflation et les politiques monétaires expansionnistes des banques nationales. Tel était d'ailleurs l'un des objectifs de ses créateurs. Une stabilisation à long terme du cours de cryptomonnaies-phares, par exemple le bitcoin ou l'étherum, me paraît imaginable.

RG Mais pour le moment, leur cours fluctue encore très fortement. D'où un gros risque pour les investisseuses et investisseurs qui disposent d'un patrimoine modeste dont ils peuvent avoir rapidement besoin.

Dans la gestion d'actifs, quelle valeur ajoutée les cryptomonnaies peuvent-elles apporter à un portefeuille de placement ?

BS L'évolution de leur cours dépend moins de la conjoncture qu'avec les actions, par exemple. Les fluctuations tiennent avant tout à d'autres facteurs. Voilà qui rend séduisante la prise en considération de ces monnaies dans la gestion d'actifs, ne serait-ce que pour accentuer la diversification. Étant donné le haut niveau de risque, je limiterais l'investissement à un ou deux pour cent de la fortune, en fonction du mandat. Encore faudrait-il démontrer au préalable que ces monnaies sont durables, bien entendu.

Même si la clientèle est actuellement peu friande de ces cryptomonnaies, la BAS devrait-elle s'y intéresser davantage ces prochaines années ?

RG Pour le moment, on ne voit aucun besoin clair du côté de la clientèle, et trop de questions restent sans réponse en matière de durabilité. Je ne vois dès lors pas de nécessité d'agir. Il serait toutefois judicieux d'examiner de plus près ces monnaies au cours des années à venir, afin de pouvoir éventuellement proposer des possibilités de diversification à notre clientèle. À la condition, évidemment, que nos analyses montrent que la BAS peut et veut soutenir les cryptomonnaies aussi pour leur valeur éthique.

MO La BAS se targue d'être une pionnière. Je me réjouirais donc que nous prenions les devants dans ce domaine également, que nous encourageons une utilisation socialement et écologiquement durable des cryptomonnaies. Certaines ont déjà une approche durable et visent à protéger le climat, par exemple Single Earth ou KlimaDao. Nous devrions nous intéresser de plus près à ce créneau.

«EN CE QUI CONCERNE LES CRYPTOMONNAIES, NOUS DEVRIONS ÉVALUER LEUR VALEUR AJOUTÉE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE AINSI QUE LE POIDS DE LEURS IMPACTS NÉGATIFS.» Markus Ott

INFO IMPORTANTE SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

DES SELS COMESTIBLES CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE



L'accumulateur de chaleur conçu par Cowa Thermal Solutions triple la capacité des cuves de stockage dans les systèmes de chauffage. À base de sels naturels, il contribue à freiner les changements climatiques.

Texte: Simon Rindlisbacher

Si vous avez facilement froid aux mains en hiver, peut-être connaissez-vous déjà les chaufferettes, ou chauffe-mains, comme on les appelle aussi. On en trouve de différentes couleurs et formes. Il s'agit souvent d'un sachet en plastique contenant un liquide gélatineux, composé de sels spéciaux, et une plaquette métallique. Quand on plie cette dernière, la substance se solidifie progressivement en dégageant de la chaleur. Placer le sachet dans de l'eau chaude permet aux sels de se liquéfier de nouveau. Le processus stocke l'énergie thermique de l'eau dans le chauffe-mains, dont il suffit de plier encore une fois la plaquette métallique pour se réchauffer les mains.

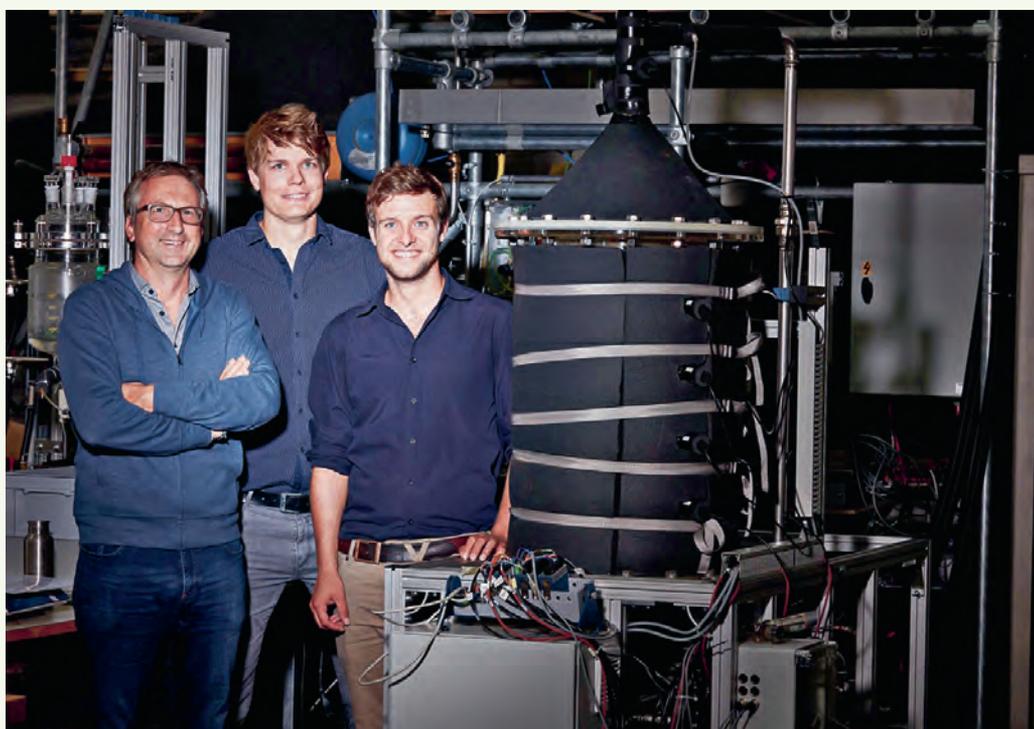
L'accumulateur qui fonctionne comme un chauffe-mains
L'accumulateur de chaleur conçu par la jeune entreprise lucernoise Cowa Thermal Solutions fonctionne de la même façon. Il est rempli de capsules de plastique en forme de pilules, chacune d'elles contenant environ cent millilitres de sels. Dans un système de chauffage, la cuve de stockage pleine de capsules et d'eau sert de tampon entre la source de chaleur et le consommateur thermique, par exemple la pompe à chaleur et le chauffage au sol. Quand l'eau chaude circule entre la pompe à chaleur et la cuve, les sels dans les capsules se liquéfient et stockent l'énergie thermique. Si l'on monte la tempéra-

ture du chauffage, l'eau chaude se répartit dans la maison et s'y refroidit. «À ce moment, des matériaux spéciaux dans les capsules agissent comme les plaquettes métalliques contenues dans les chauffe-mains», explique Remo Waser, l'un des fondateurs de Cowa. Ils permettent aux sels des capsules de se solidifier et de libérer, sous forme de chaleur, l'énergie qu'ils recèlent. «Les capsules maintiennent alors l'eau du système de chauffage à la température requise pendant approximativement une nuit.»

Triplement de la capacité de stockage

Les capsules de Cowa peuvent accumuler jusqu'à trois fois plus de chaleur que l'eau. Un atout qui multiplie d'autant la capacité d'une cuve de stockage. Les maisons équipées d'une pompe à chaleur alimentée par une installation photovoltaïque utiliseront ce supplément de capacité pour emmagasiner le surplus d'électricité solaire sous forme d'énergie thermique pendant la journée, avant de s'en servir pour le chauffage la nuit venue. Le taux d'autosuffisance passera de 30 à 60 pour cent. Selon Remo Waser, la grande capacité de stockage des capsules offre un autre avantage bien pratique: pour les chauffages nécessitant un accumulateur de chaleur comme tampon, la cuve sera bien plus petite si on la remplit de capsules Cowa. «L'accumulateur se glissera »

Photo:mäd



Jörg Worlitschek, Remo Waser et Simon Maranda ont fondé l'entreprise Cowa. Elle met au point une technologie qui triple la capacité de stockage des accumulateurs de chaleur traditionnels remplis d'eau (réservoirs tampons).

UN LARGE FINANCEMENT, Y COMPRIS PAR LE FONDS D'INNOVATION

Les atouts du système conçu par Cowa ont convaincu de nombreuses bailleuses et de nombreux bailleurs de fonds, qui soutiennent la jeune entreprise. Le Fonds d'innovation de la Banque Alternative Suisse en fait partie. Pour le jury qui sélectionne les projets, il est rapidement devenu clair que Cowa méritait un appui, comme le relève Roland Baumgartner, qui

dirige le Fonds d'innovation: «Nous avons rapidement été convaincus que l'entreprise avait imaginé une solution réellement nouvelle dans le secteur des énergies renouvelables.» Le fonds a pris une participation de 75 000 francs dans Cowa.

» ainsi plus facilement à la cave sans que l'on doive casser un mur parce que la porte est trop étroite, par exemple.»

Mise sur le marché et lutte contre les changements climatiques

Remo Waser a fondé Cowa avec Simon Miranda et Jörg Worlitschek. Les deux premiers se connaissent depuis leurs études de mastère à la Haute école de Lucerne. Ils y ont mené des recherches sur les matériaux à changement de phase, dont font partie les sels contenus dans les capsules. Jörg Worlitschek enseigne à la haute école et co-dirige le centre de compétences Stockage thermique de l'énergie. Remo Waser et Simon Miranda ont étudié avec lui. Pendant leur travail de recherche commun, tous trois ont décidé de créer une entreprise afin de commercialiser un accumulateur de chaleur basé sur des matériaux à changement de phase. Remo Waser affirme que c'est la seule manière de donner un impact aux résultats de la recherche: «Difficile de faire connaître une idée sans la lancer sur le marché.» C'est important pour le trio, qui souhaite que sa technologie puisse contribuer à lutter contre les changements climatiques.

Des sels comestibles dans les capsules

Dès le début de l'aventure Cowa, ses fondateurs voulaient travailler avec des capsules. «Mais nous ne savions pas grand-chose sur l'encapsulation», avoue Remo Waser. Pour y remédier, ils ont mené beaucoup de recherches sur le terrain, par exemple en discutant avec différents fabricants de matériaux d'emballage et de contenants. Le choix d'utiliser des sels écologiques a aussi été un casse-tête lors du développement des capsules. «Nous y avons veillé scrupuleusement, pour que ce ne soit pas toxique», se souvient M. Waser. Les sels actuellement utilisés sont naturels - les mêmes servent d'exhausteurs de saveur pour les chips au vinaigre. «Ils sont comestibles», souligne le cofondateur.

Disponible dès la fin de l'année

La jeune pousse prévoit d'entrer sur le marché à la fin de l'année, en collaboration avec une entreprise suisse de technique du bâtiment. «Les installatrices et installateurs pourront alors lui commander des capsules Cowa et les recevront directement sur leurs chantiers», explique Remo Waser. Pour le moment, la production se met en place. Les fondateurs de Cowa espèrent qu'à long terme, plusieurs grandes firmes européennes intégreront leurs capsules dans leur assortiment, car plus ils pourront en vendre, plus l'impact positif sur le climat sera important.

cowa-ts.com (site web en allemand)

TON APPRENTISSAGE À LA BAS

Une place d'apprentissage sera disponible à notre siège à Olten, dès août 2023:

EMPLOYÉ-E DE COMMERCE CFC BANQUE

En trois ans, nous t'apprendrons tout ce que tu dois savoir en tant qu'employé-e de banque. Mais à la BAS, tu découvriras en outre comment une banque peut contribuer à rendre le monde meilleur. Pendant ton apprentissage, tu te familiariseras avec nos différents services ainsi qu'avec les nombreuses facettes de l'activité bancaire. La formation théorique se déroulera à l'école professionnelle d'Olten-Balsthal (KBS). La formation bancaire et les cours interentreprises auront lieu au centre de compétences «Challenge Your Potential» (CYP).

Pour ton apprentissage, choisis une banque qui - depuis plus de 30 ans - a d'autres ambitions que juste faire de l'argent!

Note importante: l'apprentissage se fera en langue allemande. Le lieu de formation est le siège social de la BAS à Olten (canton de Soleure).

Intéressé-e? Envoie ta candidature en ligne sur bas.ch/apprentissage maintenant. Sabrina Chetelat, collaboratrice du service du personnel, répondra volontiers à tes questions: sabrina.chetelat@abs.ch, tél. 062 206 16 22



Cette vidéo te donnera un aperçu de la formation à la BAS.

DONNER DES AILES À LA TRANSFORMATION DURABLE

«Faites-le maintenant, et faites-le bien!»: tel est le slogan d'une campagne de la BAS, destinée à motiver l'engagement de sa clientèle actuelle et potentielle en faveur de la transformation durable. La campagne met l'accent sur les assainissements écologiques, les entreprises durables et les projets énergétiques innovants.

Texte: Rico Travella

Le temps presse, nous le savons. Il faut drastiquement diminuer les émissions de CO₂ pour ralentir les changements climatiques. La BAS souhaite y contribuer en finançant des idées favorables à une économie respectueuse de la planète.

Voilà pourquoi sa campagne de communication attire l'attention sur ses prestations de financement de projets durables. Des sujets et petits films sont diffusés par des médias numériques, via le site internet de la BAS, par des panneaux déroulants et des cartes postales lors de manifestations avec des organisations partenaires, sans oublier leurs canaux de communication et le contact direct avec la clientèle. La BAS vise un objectif clair: réduire d'ici 2030 son empreinte CO₂ à zéro net pour toutes ses activités, c'est-à-dire l'exploitation, les placements et les financements. La Banque aimerait ainsi apporter une forte contribution à la transformation durable de la Suisse, de façon socialement responsable.

La BAS pourra atteindre ce but seulement si sa clientèle et ses partenaires soutiennent cette initiative et investissent dans des projets durables. Nous nous réjouissons de discuter avec vous de vos idées et de vous accompagner sans tarder dans leur réalisation. Parlez-en autour de vous!

RENCONTRONS-NOUS POUR
UN ENTRETIEN DE CONSEIL
ET AVANÇONS ENSEMBLE VERS
LA TRANSFORMATION!

Informations supplémentaires sur
bas.ch/transformation.



Illustrations: art.lschöck



LA BAS PROPOSE UN PLAN D'ÉPARGNE EN FONDS À PARTIR DE L'AUTOMNE

Vous aimeriez constituer un patrimoine avec facilité et régularité? Vous cherchez un meilleur rendement à long terme que celui de votre compte, tout en gardant votre avoir disponible à tout moment? Vous voulez investir votre capital sur les marchés financiers, mais uniquement dans des placements durables? Alors le nouveau plan d'épargne en fonds BAS (disponible en automne) est fait pour vous.

Texte: Luzia Küng

Le plan d'épargne en fonds BAS permet de placer chaque mois un montant déterminé dans le fonds ABS Living Values, le plus durable de Suisse. Celui-ci investit dans des entreprises exemplaires du point de vue écologique, social et managérial. Les investisseuses et investisseurs participent ainsi à l'évolution des marchés financiers, dont les perspectives de rendement à long terme sont supérieures aux taux d'intérêt de l'épargne. Mais souvenez-vous que la valeur de tout placement peut fluctuer de façon positive ou négative!

Le capital d'un fonds est composé des placements financiers de nombreuses investisseuses et nombreux investisseurs. Les gestionnaires placent ces avoirs conformément aux objectifs du fonds, avec une large diversification. La fortune du fonds est répartie dans une multitude de titres, dans différents marchés et secteurs. Le succès des placements ne dépend donc pas de l'évolution des affaires d'une entreprise unique. La diversification réduit le risque.

Les cours boursiers des différents titres déterminent la valeur d'une part de fonds. On obtient, en théorie, le meilleur rendement en achetant des actions à leur cours le plus bas, mais c'est seulement après quelque temps que l'on sait si celui-ci a été atteint... Dès lors, la BAS conseille d'investir régulièrement un montant fixe. Cette méthode permet aux investisseuses et investisseurs d'acquérir davantage de parts de fonds si les cours sont bas. Et s'ils sont élevés, elles et ils acquièrent moins de parts. Grâce à l'effet dit « du coût moyen », les chances d'obtenir un prix moyen plus avantageux augmentent, ce qui rend superflue la question du bon moment.

Les investisseuses et investisseurs décident combien et quand investir depuis leur compte de fonds BAS. Des versements sans frais sont possibles en tout temps. Le montant minimal est de cent francs.

De plus, il est facile de suspendre les versements à tout moment. Grâce à cette flexibilité, les investisseuses et investisseurs peuvent atteindre leurs objectifs d'épargne et de constituer progressivement un patrimoine même avec de petits montants.

Les conseillères et conseillers BAS sont à votre disposition pour tout renseignement ou conseil supplémentaire.

Votre équipe de conseil à Lausanne:
tél. 021 319 91 00

www.bas.ch

Courriel: contact@bas.ch



Illustration: art.ischock

Avec le plan d'épargne en fonds de la BAS, vous constituez un patrimoine sur mesure et investissez dans le fonds de placement le plus durable de Suisse.

DES ALIMENTS FRAIS TOUS LES JOURS GRÂCE À MAGIC TOMATO

Sur la plateforme de Magic Tomato, on peut faire son marché en ligne chez des productrices et producteurs de la région. Voilà une idée originale, autant que celle d'ouvrir son capital à la « communauté » et au public.

Les aliments vendus sur la plateforme proviennent de trois cents productrices locales et producteurs locaux, dans un périmètre de vingt-cinq kilomètres autour des quatre régions actuellement couvertes : Genève, Lausanne, Fribourg/Berne, Bienne/Neuchâtel). Les commandes passées avant midi sont livrées le jour même en véhicule électrique (gratuitement dès 60 francs de commande), par des collaboratrices ou collaborateurs salarié-e-s de Magic Tomato. La plupart des aliments sont emballés en vrac dans des sacs réutilisables ou compostables : une économie de 460 000 contenants en plastique et récipients jetables par an.

« Avec Magic Tomato, nous avons réalisé un rêve : faciliter l'achat quotidien en ligne d'aliments durables de la région », éclaire Paul Charmillot, fondateur de l'entreprise. Certifiée B-Corp, celle-ci est en pleine croissance. La BAS a financé son rapprochement avec la société neuchâteloise Label Bleu. Comme le souligne Bertrand Donninger, responsable du financement d'entreprises à la BAS : « Magic Tomato met la durabilité au cœur de son modèle d'affaires. Cela correspond bien à notre approche consistant à promouvoir de manière ciblée les PME durables. »



La plateforme en ligne de Magic Tomato fonctionne comme un marché. Les aliments proposés proviennent de producteurs locaux situés dans un rayon de 25 kilomètres.

Pour concrétiser sa vision – atteindre le plus grand nombre possible de ménages en Suisse –, Magic Tomato souhaite ouvrir son capital à sa clientèle, aux productrices et producteurs ainsi qu'à toute personne intéressée. Là aussi, la PME innove en étant l'une des premières du pays à vendre des bons de participation sous forme de jetons numériques négociables. Impliquer la communauté est une préoccupation majeure pour Magic Tomato. Paul Charmillot de préciser, non sans fierté : « Nous laissons notre clientèle décider de l'assortiment et soignons le partenariat avec nos productrices et producteurs, pour qui nous sommes devenus un interlocuteur important, avec un chiffre d'affaires de 4,5 millions de francs en 2021. Et nous tenons à payer des prix équitables. »

Informations supplémentaires sur magictomato.ch

Veillez noter que ces informations ne constituent pas une recommandation d'investissement de la BAS.

NOUVELLE MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, AUGMENTATION DE CAPITAL ET INTRODUCTION D'UNE REPRÉSENTATION INDÉPENDANTE DES DROITS DE VOTE

La 31^e assemblée générale (AG) ordinaire de la Banque Alternative Suisse SA (BAS) a eu lieu le 20 mai 2022 à la Rythalle de Soleure. Sur les 430 actionnaires présent-e-s, beaucoup ont exprimé leur satisfaction de pouvoir participer de nouveau en personne à une AG, après deux années de crise sanitaire.

Les actionnaires présent-e-s, pour un total de 10,7 pour cent des voix, ont accepté toutes les propositions du conseil d'administration (CA). Ainsi, elles et ils ont :

- approuvé le rapport annuel 2021 du CA et les comptes annuels 2021; pris, en outre, connaissance des rapports de l'organe de révision et de l'organe indépendant de contrôle d'éthique;
- décidé d'attribuer à la réserve légale générale 500 000 francs sur le bénéfice au bilan, d'allouer 100 000 francs au Fonds d'innovation et de reporter 988 040 francs à nouveau;
- accordé aux actionnaires une partie des réserves issues d'apports de capital sous forme de dividende (2,50 francs pour les actions de catégorie B et 0,25 franc pour celles de catégorie A);
- donné décharge au conseil d'administration pour l'exercice 2021;
- accepté, comme le proposait l'association du personnel, que les réélections au

CA se fassent par élection individuelle et non in corpore;

- réélu au CA pour un mandat de trois ans Anita Wymann, Albi Wuhrmann et Sven Lidén (pour rappel, les autres membres du CA, Braida Dür, Gerhard Andrey, Christoph Birkholz, Valérie Clapasson et Véronique Gigon, ont été élu-e-s en 2020 pour un mandat de trois ans);
- élu comme nouvelle membre du CA Anna Zuber, 38 ans, spécialiste en éthique économique (elle remplace Christina aus der Au, qui s'est retirée après 15 ans passés au CA);
- réélu Grant Thornton SA en qualité d'organe de révision pour un nouveau mandat de trois ans;
- rejeté la proposition de l'association du personnel de limiter la durée de la présidence du CA à deux mandats, avec entrée en vigueur immédiate;
- décidé de créer, en sus du capital ordinaire de 160 569 700 francs, un capital

autorisé de 53 522 900 francs composé de 3549 actions nominatives de catégorie A d'une valeur nominale de 100 francs et de 53 168 actions nominatives de catégorie B d'une valeur nominale de 1000 francs;

- choisi d'introduire une représentation indépendante des droits de vote.

Les chiffres de l'exercice 2021 de la BAS sont présentés en page 20 de ce numéro de moneta ainsi que dans le rapport de gestion, disponible sur bas.ch/fr/rapports

Les discours (en allemand) d'Anita Wymann et d'Etienne Bonvin peuvent être lus sur bas.ch/assemblee-generale

Vous trouverez la présentation de l'organe indépendant de contrôle d'éthique ethix – Laboratoire d'éthique de l'innovation, consacré à l'impact de la BAS, sur bas.ch/rapport-ethique

LE SUCCÈS D'UN MODÈLE BANCAIRE DURABLE

En 2021, la BAS a réalisé un bon résultat avec un bénéfice de 0,6 million de francs. La progression touche aussi bien les avoirs de la clientèle que l'octroi de crédits. De plus en plus de clientes et clients soutiennent le modèle d'affaires de la BAS, résolument orienté vers le social et l'écologie. Le secteur des placements durables a connu un essor tout particulier.

Texte: Rico Travella

La BAS en chiffres

Nombre de client-e-s	43 230 +4,0%
Avoirs de la clientèle	CHF 1 971 000 000 +4,1%
Nombre de preneuses et preneurs de crédit	1 173 +2,8%
Prêts à la clientèle	CHF 1 576 000 000 +3,1%
Part des prêts dans un secteur d'encouragement de la BAS	85,3% -0,7%
Nombre d'actionnaires	8 709 +6,7%
Nombre de postes	146 +19,7%
Total du bilan	CHF 2 242 337 032 +4,6%
Fonds propres	CHF 257 700 000 +6,3%
Ratio de fonds propres (non pondérés en fonction des risques)*	9,6% -14,4%
Charges d'exploitation	CHF 23 400 000 +6,6%
Résultat de l'exercice (bénéfice)	CHF 610 000 +6,4%

* En raison de la participation au régime des petites banques, le ratio de fonds propres pondérés n'est plus indiqué.

Malgré la faiblesse persistante des taux d'intérêt, la BAS a progressé dans beaucoup de domaines: elle a désormais 43 230 clientes et clients, soit 1653 de plus qu'en 2020. Les fonds de la clientèle ont également augmenté pour atteindre 1,971 milliard de francs (+4,1 pour cent), et cela en dépit de l'extension des taux d'intérêt négatifs à de nombreux comptes. Le total du bilan est donc monté de 4,6 pour cent à 2,24 milliards de francs. Les actifs sous gestion se sont accrûs de 6,3 pour cent à 2,57 milliards. Le nombre d'actionnaires est passé à 8709 et les fonds propres à 257,7 millions. Des résultats dont se réjouit Anita Wymann, présidente du conseil d'administration de la BAS: «Notre clientèle accorde de la valeur à une durabilité cohérente et elle renonce en conséquence aux opérations qui ne vont pas dans ce sens. Je suis satisfaite de constater qu'il existe un mouvement de plus en plus marqué en faveur d'activités bancaires fondées sur des valeurs. La BAS est une pionnière en la matière, et elle entend le rester: elle veut contribuer à atteindre les objectifs climatiques de manière socialement acceptable.» Le bénéfice de la BAS dépasse légèrement celui de 2020. Grâce à la rémunération négative des comptes de passif, la Banque a pu compenser la baisse continue du résultat brut des opérations d'intérêts ainsi que la forte progression des coûts des capitaux. Le revenu des opérations de commissions et de prestations de services a nettement augmenté, suivant en cela la hausse considérable du volume.

Empreinte carbone mesurée à grande échelle

Il y a longtemps déjà que la BAS évalue et communique l'impact de son exploitation ainsi que de ses activités de placement sur le climat. Avec le rapport consacré à son activité de financement, elle est la première banque suisse à présenter son empreinte carbone de manière globale. Elle poursuit également une stratégie de réduction claire d'ici 2030.

Plus de 85 pour cent des crédits favorables à la société et à la nature

Les prêts totalisaient 1,576 milliard de francs à la fin de l'année 2021, soit une hausse de 3,1 pour cent. Au total, la BAS a accordé 85,3 pour cent de ses crédits à des projets et

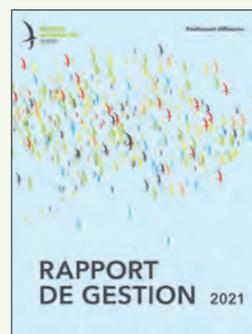
entreprises qui – selon ses critères d'encouragement – créent une valeur ajoutée sociale ou écologique. Il peut s'agir de logements abordables, d'énergies renouvelables, d'agriculture ou de PME durables. Les 14,7 pour cent restants sont allés à des projets qui satisfont les exigences minimales de la BAS en respectant ses critères d'exclusion: ils n'ont par exemple aucun rapport avec l'industrie de l'armement, n'enfreignent aucun droit humain et ne contribuent pas au mitage du territoire.

Forte demande de placements durables

L'intérêt pour les placements durables grandit sans cesse. En 2021, la BAS a enregistré une croissance de 205 millions de francs (environ 25 pour cent) dans le conseil en placement. Ce chiffre comprend également un transfert notable de l'épargne vers des placements durables, en raison de l'extension des taux d'intérêt négatifs. Avec 83,5 millions de francs, le fonds de placement de la BAS a dépassé de 19 pour cent l'objectif fixé. Quelque 71 pour cent des clientes et clients de la gestion de fortune adhèrent à la stratégie «Impact» ou «Impact Fonds».

LE RAPPORT DE GESTION 2021 EST DISPONIBLE

Le nouveau rapport de gestion fournit des informations détaillées sur l'exercice 2021 de la BAS. Vous pourrez en outre y lire comment la BAS entend donner des ailes à la transformation durable et socialement acceptable. Commandez votre exemplaire – y compris la liste des crédits octroyés – en écrivant à: contact@bas.ch



Le rapport est aussi téléchargeable au format PDF sur bas.ch/rapports.

3% d'intérêt avec un investissement dans la production locale et durable d'électricité solaire

Vous souhaitez contribuer à rendre la production d'énergie durable en investissant dans les énergies renouvelables et profiter en plus d'un taux d'intérêt attractif de 3% ? Alors souscrivez à l'obligation de Younergy Solar SA.

L'emprunt de CHF 5 millions avec un taux d'intérêt de 3% et une durée de cinq ans (du 01.08.2022 au 31.07.2027) peut être souscrit jusqu'au 25.07.2022.

Younergy Solar SA a été fondée en 2015 à Lausanne et se concentre sur la planification, la construction et le financement d'installations photovoltaïques. Depuis, Younergy a installé plus de 1500 systèmes en Suisse, en Espagne et au Portugal, pour une puissance totale de plus de 16 MW. La moitié de ces installations ont été financées par Younergy. Younergy propose une solution unique qui permet aux clients de payer



uniquement pour l'électricité qu'ils consomment à partir de l'installation solaire sur leur toit, et non pour l'installation elle-même. L'investissement initial est ainsi supprimé, ce qui facilite l'accès à l'énergie solaire.

Vous trouverez de plus amples informations sous :

Younergy Solar SA
www.younergy.ch/bond
Tél: 0800 800 850 (gratuit)
Email: bond@younergy.ch

**BANQUE
ALTERNATIVE
SUISSE**

**Plus qu'une
tendance.**

Pour financer votre logement, vous cherchez une banque qui vous corresponde parfaitement ?

N'hésitez pas à nous contacter.

Depuis 1990, la pionnière des banques durables !

www.bas.ch/votre-logement

LE COURRIER

**L'information
a un prix, son
indépendance
aussi**

**Offrez (-vous)
un média
engagé!**

**2 mois d'essai
dès 19 Frs.**

lecourrier.ch | 022 809 55 55



HabitatDurable, l'association des propriétaires responsables

De A comme Assurance jusqu'à Z comme
Zéro émission, chez nous, vous êtes toujours
conseillé de manière compétente,
durable et éthique.



Costa Brava, Lebanon (2021)
de Mounia Akil



filmingo

Le streaming pour les amoureux du cinéma



Télécharger dans l'App Store | DISPONIBLE SUR Google Play

filmingo.ch



La nature est mon meilleur remède.

Chez EGK: la médecine conventionnelle
et complémentaire, sur un pied d'égalité.

EGK-Caisse de Santé | Agence Lausanne
T 021 637 43 00 | lausanne@egk.ch | www.egk.ch



« Le bitcoin n'a rien d'égalitaire »

Les paiements numériques sont en plein essor. Le point sur la valeur des données exploitées et le rôle insignifiant des cryptomonnaies avec la sociologue Antonia Steigerwald.

Propos recueillis par Florian Wüstholtz

moneta : Antonia Steigerwald, qu'est-ce qui vous a amenée à vous intéresser au paiement numérique ?

Antonia Steigerwald Ces dernières années, bien des choses ont changé dans le monde des prestataires de paiement. Le numérique gagne en importance, avec de plus en plus de possibilités : aux cartes en plastique sont venus s'ajouter des cartes et portefeuilles numériques ainsi que des applications de paiement. La carte de débit est le moyen le plus utilisé dans les magasins en Suisse depuis 2021. Les applications de paiement ne se taillent encore qu'une modeste part du gâteau, avec environ huit pour cent, mais elles progressent.

Tout cela génère aussi une grande quantité de données exploitables.

Bien sûr. Les applications de paiement comme Apple Pay ou Twint génèrent des données qui intéressent les entreprises. Nous laissons derrière nous des historiques d'achat, des données personnelles ainsi que des informations sur nos relations sociales. Celles-ci sont échangées, analysées, et elles servent de base à des campagnes de marketing ainsi qu'à la gestion de la relation avec la clientèle.

Les cryptomonnaies qui, à l'instar du bitcoin, vantent leur anonymat représenteraient donc une bonne alternative ?

Pour moi, il y a ici un malentendu. Bien que les transactions en bitcoin soient possibles sans devoir spécifier un nom, le pseudonyme est loin de garantir l'anonymat. C'est très facile de relier un portefeuille individuel à une personne réelle, notamment pour les exploitantes et exploitants des plateformes qui vendent des cryptomonnaies. En outre, les transactions dans la chaîne de blocs sont publiques ; on peut les analyser pour discerner des modèles, re-

constituer des réseaux ou déduire des comportements personnels.

Avec le bitcoin, les utilisatrices et utilisateurs peuvent toutefois brouiller les pistes.

Oui, mais qui s'en donne la peine ? L'utilisation de cryptomonnaies en tant que moyen de paiement est exigeante. Elle requiert des connaissances, une infrastructure et l'accès à une plateforme. Le bitcoin n'a rien d'égalitaire : ce business profite avant tout aux exploitantes et exploitants de plateformes.

L'avenir du paiement numérique ne réside donc pas dans les cryptomonnaies ?

Affirmer cela serait un peu trop catégorique. Il en existe actuellement autour de 20 000 et à ma connaissance, aucune ne s'est établie comme moyen de paiement régulier. Sur certaines places de marché numériques, elles déploient bien sûr toute leur utilité, par exemple pour des achats dans le métavers.

Mais on peut aussi payer un café chez Starbucks ou un appareil photo chez Digitec avec des bitcoins.

Oui, mais peu de gens utilisent cette possibilité. Les fluctuations de cours restreignent la fonction de moyen de paiement. Je pense que ces entreprises veulent surtout donner une image d'ouverture aux nouvelles technologies. Sans parler de l'attention suscitée quand les médias en parlent.

Des pays comme le Salvador et la République centrafricaine acceptent officiellement le bitcoin. Pourrait-il devenir un moyen de paiement universel ?

Je ne crois pas. Les besoins et problèmes de ces pays sont très spécifiques et plutôt

structurels. Certains sont confrontés à un fort taux d'inflation, d'autres aux frais élevés des transferts d'argent par des proches depuis l'étranger. Difficile de généraliser.

La Banque centrale européenne travaille aussi sur un euro numérique.

Sauf qu'on ignore encore tout de sa conception technique et politique. Nous savons seulement que la technologie fait désormais l'objet de négociations à de nombreux niveaux, aux échelons privés, entrepreneuriaux et gouvernementaux. Ce n'est pas une idée en l'air, d'accord, mais il en faut plus pour que les monnaies numériques – crypto ou étatiques – s'imposent comme moyen de paiement. Une réglementation est notamment indispensable pour assurer sécurité et stabilité.

Voilà qui ne servirait guère les intérêts des adeptes du bitcoin.

Très juste. La communauté crypto aime à affirmer qu'elle peut se passer de régulation étatique ou bancaire. Elle accorde davantage sa confiance à la technologie qu'aux institutions ou aux personnes. On en revient toujours à ces questions d'identité.

Photo : m&rd



Antonia Steigerwald est sociologue à l'université de Lucerne. Elle mène des recherches sur les paiements numériques et sur la manière dont les données ainsi générées peuvent créer de la valeur.

moneta

#2 – 2022

P.P. CH-4601 Olten Post CH AG

Argent numérique : du combat pour la souveraineté monétaire au bilan environnemental de bitcoin et consorts.